

May CHARTOUNI-DUBARRY

L'après-Oslo : paix avortée ou guerre annoncée ?¹

Les aléas du processus de paix israélo-palestinien ont maintenant fait place à une guerre non conventionnelle bien réelle : ce revirement s'explique par une radicalisation politique d'Israël (nationalisme de Sharon et lutte contre le terrorisme encore légitimée par le 11 septembre) et par la perte de crédit international d'Arafat (attentats-suicides et délitement de l'Autorité palestinienne). Celui-ci doit encore, pour répondre aux nouvelles exigences américaines, se couvrir d'une opinion publique convaincue que la guerre d'usure est le seul recours contre l'occupation, et engager une démocratisation du régime palestinien, condition posée comme préalable sine qua non à la reprise des négociations de paix. Au-delà de cet enlisement meurtrier du conflit, l'impasse actuelle menace en fait la stabilité à venir de toute la région et ne laisse pour l'instant entrevoir aucune amélioration.

Politique étrangère

Au terme de deux années d'escalade militaire incontrôlable, le terme de guerre a fini par s'imposer pour qualifier cette nouvelle étape du conflit israélo-palestinien². L'effacement « stratégique » des frontières de la confrontation de 1967 illustre bien la complexité de cette guerre non conventionnelle, qui relève, selon les points de vue, de plusieurs catégories : conflit ethno-communautaire par opposition à guerre interétatique, lutte de libération nationale, guerre post-coloniale³. Côté palestinien, cette absence de lignes de

May Chartouni-Dubarry est en charge des études sur le Moyen-Orient et la Méditerranée à l'Ifrî.

1. Une version abrégée de cet article est parue sous le titre « Proche-Orient » dans *RAMSES 2003*, Paris, Ifri/Dunod, 2002.

2. M. Chartouni-Dubarry, « Proche-Orient : le compte à rebours », *RAMSES 2002*, Paris, Ifri-Dunod, 2001. Depuis le 29 septembre 2000, le bilan des morts s'élève à 1 467 Palestiniens et 560 Israéliens.

3. Cette frontière entre l'externe et l'interne était, à la base, brouillée par la politique de colonisation israélienne. Le nombre de colons est estimé à 200 000, auxquels il faut ajouter les 200 000 Israéliens vivant à Jérusalem-Est, non reconnus comme des colons par Israël.

démarcation se traduit par une intensification des attentats contre des civils et des militaires au-delà de la fameuse « ligne verte⁴ » ; côté israélien, par une banalisation des incursions de Tsahal en zone A, et surtout, depuis l'opération « Rempart », en avril 2002, par la réoccupation massive et quasi permanente de villes et villages palestiniens autonomes en Cisjordanie.

Deux années auront donc suffi pour transformer la logique de la paix impulsée par Madrid (1991) et Oslo (1993) en une implacable guerre d'usure où la seule règle de survie est devenue l'épuisement de l'autre. C'est dire à quel point la « régression historique » (pour qualifier le rendez-vous manqué d'Oslo) est pire que la situation qui prévalait en 1948. La haine et l'exclusion de l'autre, que résume la formule « deux peuples pour une seule terre », ont atteint des degrés inégalés. Le seul point sur lequel semblent s'accorder Israéliens et Palestiniens, mais pour des raisons diamétralement opposées, c'est qu'Oslo a été bâti sur du sable⁵.

Au plus fort des négociations de paix, personne ne mesurait l'ampleur du gouffre qui n'a pourtant jamais cessé de se creuser sur le terrain entre les deux parties. Avec l'échec d'Oslo, personne n'a prévu l'impuissance et/ou le manque de détermination de la communauté internationale – en l'occurrence des Etats-Unis – à briser le face-à-face meurtrier israélo-palestinien. Personne, surtout, n'avait prévu les événements du 11 septembre 2001 et leur impact déterminant sur l'évolution du conflit.

L'effet catalyseur du 11 septembre

Un an après les attentats, on peut l'affirmer sans équivoque : le 11 septembre 2001 a porté le coup de grâce à un processus de paix moribond depuis l'échec des négociations de Camp David de juillet 1990.

Pour les Palestiniens, ces événements marqueront une date noire dans l'histoire de la Deuxième intifada déclenchée en septembre 2000 et, plus largement, dans celle du mouvement de libération nationale. Le capital de sympathie internationale engrangé au cours des premiers

4. La « ligne verte » se réfère aux frontières d'avant 1967.

5. Ch. Enderlin, *Le Rêve brisé*, Paris, Fayard, 2002 ; et R. Malley et H. Agha, « Camp David: The Tragedy of Errors », *New York Review of Books*, 9 août 2001.

mois du soulèvement s'est envolé en fumée⁶. Le climat d'euphorie est retombé comme un soufflé face à l'immunité internationale dont bénéficie désormais le gouvernement Sharon dans sa lutte contre le « terrorisme palestinien », et face à l'isolement croissant de Yasser Arafat et de l'Autorité palestinienne. Le réengagement, tant sollicité et attendu des Etats-Unis, s'est enfin matérialisé, mais pas dans le sens escompté.

La dégradation continue des relations américano-palestiniennes – qui a culminé avec la condamnation de l'Autorité palestinienne par Georges W. Bush lors de son discours du 24 juin 2002 – confirme le changement de cap radical de la nouvelle Administration dans la gestion du dossier israélo-palestinien. Son approche résolument sécuritaire du conflit enterre durablement l'option d'un règlement politique sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies (1967), selon la formule « la terre en échange de la paix ». Le parallèle établi entre les kamikazes du réseau Al-Qaida et les auteurs des attentats-suicides palestiniens, et l'amalgame fait entre Yasser Arafat et Oussama Ben Laden, ont été exploités avec succès par le gouvernement Sharon. La folie meurtrière et suicidaire du commanditaire des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone a accrédité la thèse de l'existence d'une internationale islamiste qui aurait des ramifications jusqu'au cœur du gouvernement intérimaire palestinien, légitimant la stratégie israélienne de laminage progressif de l'Autorité palestinienne. Le 11 septembre a contribué à discréditer, non seulement le président Arafat, mais la question palestinienne dans sa globalité, en même temps qu'il portait un grave préjudice à la cause de la paix au Proche-Orient. Conscient qu'il avait tout à perdre en poursuivant l'intifada dans le contexte de l'après-11 septembre, Yasser Arafat n'a cessé, depuis la mi-septembre 2001, de multiplier les appels au cessez-le-feu, restés lettre morte à ce jour.

Inversement, le 11 septembre a été vécu en Israël comme une bénédiction. La guerre de propagande à laquelle se livraient les deux camps a basculé à l'avantage de l'Etat hébreu, et ce, pour deux raisons. La pre-

6. Durant les premiers mois de l'intifada, quand le moral était au plus haut, cette stratégie palestinienne semblait cohérente, claire et unitaire : il s'agissait d'ancrer la menace en territoire israélien – autrement dit de la « dé-sanctuariser » et de créer plusieurs fronts internes. Elle visait également à invalider le mythe de la supériorité militaire écrasante de l'Etat hébreu en démontrant les failles de la solution sécuritaire.

mière tient au resserrement spectaculaire des liens entre Tel-Aviv et Washington, au point qu'il n'est pas exagéré de parler d'une seule et même entité stratégique israélo-américaine. Ces liens sont devenus quasi fusionnels depuis que les deux puissants alliés se perçoivent comme les cibles privilégiées du « terrorisme intégriste ». Chaque attentat-suicide en Israël semble raviver aux Etats-Unis le traumatisme du 11 septembre. La seconde raison, liée à la précédente, est relative au réflexe d'union sacrée en Israël, qui n'a fait que se renforcer au cours de ces deux années de guerre. La multiplication et l'intensification des attentats-suicides au-delà de la ligne verte a radicalisé l'opinion publique israélienne, convaincue d'être une « île encerclée » par des populations arabes hostiles, vouées à sa destruction. Cette quasi-unanimité est confortée par le soutien vital de l'Administration Bush qui a comme triple conséquence de d'encourager le maintien du gouvernement d'union nationale, de modérer les oppositions de certaines « colombes » au sein du Parti travailliste et du Meretz, et de neutraliser le débat interne sur les implications à long terme pour la sécurité d'Israël de l'option militaire comme seule issue au conflit israélo-palestinien.

La majorité des responsables israéliens, de droite comme de gauche, civils ou militaires, s'accordent à penser que le 11 septembre a ouvert une ère nouvelle dans les relations internationales qui n'a jamais été aussi favorable aux intérêts de sécurité d'Israël. Pour la droite, qui a le vent en poupe depuis lors, la « bataille globale » que mène Israël pour sa survie dépasse Arafat. Ce combat existentiel, qui s'inscrit dans le cadre de « la troisième guerre mondiale contre le terrorisme », vise à effacer toute trace du processus d'Oslo et à empêcher par tous les moyens sa résurgence, sous une forme ou sous une autre. Pour l'aile dure du Likoud, la destruction de l'Etat d'Israël est inscrite dans les gènes de l'Autorité palestinienne, et de toute autre entité nationale palestinienne⁷.

Cependant, d'autres voix en Israël, encore minoritaires, s'élèvent pour mettre en garde contre les mirages de la sécurité absolue. Ainsi, Ami Ayalon, ancien chef de la Sécurité intérieure (Shin Beth), avance une

7. U. Landau, ministre de la Sécurité intérieure, s'exprimant lors du colloque organisé par l'Institut de politique et de stratégie d'Herzliyah, les 16 et 18 décembre 2001, affirme préférer « un Hamas sans masque à une Autorité palestinienne qui avancerait masquée ».

explication « réalpoliticienne » pour démonter l'argumentaire du gouvernement Sharon : la « bataille » contre le terrorisme, même si elle se veut « globale », ne garantira – en cas de victoire – la sécurité d'Israël que sur le très court terme. A long terme, le temps joue démographiquement contre l'identité juive et démocratique d'Israël. C'est le maintien de l'occupation qui fait peser une menace existentielle sur l'Etat hébreu dans la mesure où l'idée d'un Etat binational – au sein duquel les Juifs se retrouveront minoritaires – fait de plus en plus d'émules parmi les Palestiniens. Seul le démantèlement des colonies et l'instauration d'un Etat palestinien pourront préserver la véritable identité et, partant, la sécurité d'Israël⁸.

La stratégie sharonienne : restaurer la suprématie israélienne

Il ne s'agit pas d'une simple stratégie d'autodéfense, mais d'un vaste projet nationaliste qui s'inscrit dans la vision du sionisme qu'Ariel Sharon, depuis son entrée dans la vie politique, n'a eu de cesse de défendre avec une cohérence et une continuité indéniables. Toute son habileté a consisté à mettre à profit les failles originelles du processus de paix, devenues de plus en plus patentes avec le déclenchement de l'intifada, et à exploiter le climat de psychose régnant dans le pays de nouveau hanté par la menace de l'anéantissement, pour poser les fondements d'un nouvel Israël, « expurgé » du péché d'Oslo. Car si les Israéliens n'ont jamais été épargnés par la guerre sur leur territoire, celle-ci constitue une menace d'une ampleur sans précédent, qui frappe au cœur même du pays et qui, par sa nature, est difficile à éradiquer militairement.

Dès sa prise de fonctions, en février 2001, de fortes présomptions pesaient sur les intentions du Premier ministre israélien de saper progressivement les fondements de l'Autorité palestinienne et d'annuler ainsi purement et simplement les accords d'Oslo, qu'il avait toujours dénoncés⁹. S'il ne s'est guère distingué de son prédécesseur en matière de politique de colonisation, en revanche, il a, à peine élu, clairement affiché sa détermination à ne pas démanteler une seule des colonies existantes, pas même dans la bande de Gaza, mais au contraire à tout

8. *Ha'aretz*, 25 janvier 2002.

9. Et dont il avait d'ailleurs prononcé l'acte de décès dès sa prise de fonctions.

faire pour favoriser leur extension et leur institutionnalisation de façon irréversible. La première étape de ce projet fut évidemment de tuer dans l'œuf l'embryon d'Etat palestinien et de renvoyer l'OLP à son statut d'avant-Oslo, celui de l'illégalité internationale. Pour A. Bishara, député arabe à la Knesset, et fin connaisseur de la politique israélienne, la stratégie de l'escalade « rampante » pratiquée par le Premier ministre israélien n'avait qu'une seule logique : la banalisation de la répression avec pour objectif final le retour à l'avant-Oslo, impliquant simultanément la liquidation politique de l'Autorité palestinienne et le renforcement des mini-forteresses que sont devenues les colonies de peuplement¹⁰.

Sharon bénéficie de trois atouts majeurs : son image d'« homme fort », donc sécurisant, qui fait toujours recette en Israël en dépit de l'expérience décevante d'Ehoud Barak ; l'ascendant qu'il semble continuer à exercer dans les rangs de l'armée ; et le soutien quasi inconditionnel de l'Administration Bush.

A la suite de l'échec électoral cuisant d'Ehoud Barak, Ariel Sharon a pu sans peine capitaliser le climat de profond ressentiment de la population à l'égard du leader palestinien pour lancer sa campagne anti-Arafat. Plus personne en Israël ne considère ce dernier et ses proches comme des interlocuteurs crédibles, et encore moins comme des partenaires de paix. Le consensus dominant est que le leader palestinien est le problème et non la solution. En effet, pour l'écrasante majorité des Israéliens, c'est Arafat qui a tué le « camp de la paix », c'est lui qui a contribué à la victoire de Sharon, c'est encore lui qui a entraîné son peuple dans une guerre suicidaire, c'est lui enfin qui a sapé et discrédité le projet national palestinien. Quant à l'Autorité palestinienne, elle n'est plus qu'une institution dérisoire, perçue comme une extension, ou pis, une excroissance d'un pouvoir patrimonial, corrompu et « moribond », monopolisé par Arafat.

Il semble certain aujourd'hui que le cabinet Sharon avait, dès le mois de février 2001, demandé à l'état-major de concevoir un plan d'urgence d'une vaste offensive pour réoccuper et investir les territoires autonomes, démanteler l'Autorité palestinienne et forcer Arafat à

10. Voir *Al-Quds*, « Les sources du génie sharonien », 24 août 2001.

l'exil. L'adhésion du commandement de l'armée israélienne¹¹ a sans aucun doute contribué à faciliter la tâche de Sharon, qui a toujours su conserver une autorité certaine sur l'état-major, contrairement à son partenaire travailliste au sein de la coalition, Shimon Pérès, qui n'a, au cours de sa longue carrière politique, jamais réussi à se faire accepter dans les milieux militaires. Pour Tsahal, symbole de la fierté nationale, mais dont le prestige et l'image de marque ont été sérieusement mis à mal par les deux guerres d'usure au Sud-Liban (1978-2000) et dans les Territoires occupés lors de la Première intifada (1987-1993), l'un des principaux enjeux de cette guerre est d'ordre moral : il s'agit de réhabiliter le mythe de l'invincibilité de l'institution militaire. Une autre raison invoquée est la détermination de Sharon à mener à son terme son projet avorté de 1982, et ainsi à se débarrasser définitivement de son « boulet libanais ». Malgré sa nouvelle image de marque, serein et assagi par les épreuves du temps, A. Sharon est resté l'homme des desseins grandioses. Comme en 1982, où il croyait vraiment être en mesure de changer la carte géopolitique du Proche-Orient – détruire l'infrastructure de l'OLP au Liban, y installer un gouvernement chrétien-phalangiste allié à Israël, bouter les Syriens hors de leur « protectorat », en expulser progressivement les réfugiés palestiniens qui iront en masse en Jordanie où ils y édifieront leur véritable Etat –, il poursuit les mêmes objectifs qu'il y a vingt ans : instaurer un « nouvel ordre » au Proche-Orient qui conforte la toute-puissance de l'Etat hébreu. Le risque pour lui étant, en dépit d'un contexte international des plus favorables, d'engager son pays, pour la deuxième fois consécutive, dans une guerre d'usure aux implications autrement plus dramatiques pour la sécurité d'Israël que ne l'a été le borbier libanais¹².

En dépit de son incapacité, au bout de 20 mois, à restaurer un climat de sécurité en Israël comme il s'était engagé à le faire, Ariel Sharon continue de bénéficier d'un large soutien de la population¹³. Alors que la stratégie du « tout-sécuritaire » a montré ses limites, sinon ses

11. S. Mofaz, l'ex-chef d'état-major, a été l'un des principaux artisans et défenseurs de ce plan, convaincu de longue date que l'Autorité palestinienne n'était rien d'autre qu'une « entité terroriste » vouée à la destruction de l'Etat d'Israël.

12. Voir le portrait brossé par S. Cypel, « Sharon le serein », *Le Monde*, 8 janvier 2002.

13. Depuis de nombreux mois, les sondages le créditent de 60 à 65 % d'opinions favorables.

faillies, la majorité des Israéliens restent convaincus que, dans le cadre de ce combat pour leur survie, il n'existe pas d'alternative à la guerre. De plus, Sharon est très bien placé dans la configuration politique interne en Israël. En dépit des tentatives du Likoud pour le déborder sur sa droite, le Premier ministre est devenu incontournable en réussissant à s'imposer sur l'échiquier politique en tant que figure centriste. Contrairement à ses quatre prédécesseurs¹⁴, qui n'ont pas pu venir à bout de leur mandat, il y a de fortes chances de le voir mener le sien à terme (automne 2003).

Le seul talon d'Achille d'Ariel Sharon est celui de l'option de la « séparation unilatérale » qui fait de plus en plus d'émules en Israël, face aux infiltrations incessantes des kamikazes palestiniens. Le problème est que le camp qui soutient un tel projet est profondément divisé entre ceux qui l'inscrivent dans un cadre technico-sécuritaire, et même dans une logique de guerre – ériger un « rideau de fer » tout au long de la frontière de 1967 –, tout en renforçant davantage encore le système de défense des colonies (le ministre de la Défense, Benjamin Ben Eliezer¹⁵), et ceux qui le conçoivent comme la seule alternative viable pour deux peuples qui sont condamnés ou destinés à une coexistence pacifique (le député travailliste Haim Ramon). Dans cette perspective politique, la « séparation unilatérale » constituerait la première phase permettant la cessation des hostilités et le rétablissement d'un climat de confiance, préalable à une reprise des négociations dont l'issue – deux Etats souverains – impliquerait nécessairement un repli sur les frontières de 1967 et une évacuation des colonies.

Opposé par principe idéologique à tout ce qui pourrait préfigurer un tracé des frontières définitives d'Israël, Ariel Sharon, contre l'avis de ses ministres du Likoud et de l'extrême droite, a dû, au mois de juin 2002, se plier à la pression de l'opinion publique et donner son aval à l'édification d'un « mur de séparation » avec la Cisjordanie. En dépit du sentiment de solidarité qui s'est établi entre les colons et les citoyens israéliens, Sharon sait que la priorité stratégique est de contenir le conflit dans les frontières de 1967, seul moyen pour restaurer la sécurité à Tel-Aviv, à Jérusalem-Ouest et dans toutes les

14. I. Rabin (assassiné en novembre 1995), S. Pérès, B. Netanyahu et E. Barak.

15. Elu à la tête du Parti travailliste en décembre 2001.

grandes agglomérations israéliennes, en particulier celles jouxtant la « ligne verte » dans le nord du pays : la première phase des travaux ne concerne que 115 km sur une barrière de 350 km de long qui prendra la forme soit de murs de béton, soit de systèmes de défense électroniques, comme à Gaza¹⁶. Ce projet soulève toute une polémique en Israël, que Benjamin Netanyahu, son rival au sein du Likoud et qui est déjà pressenti comme le prochain Premier ministre, ne manquera pas d'exploiter.

Les fractures palestiniennes

Reflétant le sentiment prédominant dans le camp adverse, la société palestinienne ne croit plus en la paix et vit cette guerre comme une bataille pour sa survie. Pour l'écrasante majorité des Palestiniens, Oslo n'a été rien d'autre qu'une énorme tromperie, une légende fabriquée de toutes pièces par les Israéliens et les Américains, participant de cette stratégie de « mort lente » mise en œuvre par le gouvernement Sharon. De fait, le seul élément fédérateur de cette société fracturée est la conviction que seule une guerre d'usure peut forcer les Israéliens à un retrait unilatéral, même partiel. Un consensus quasi unanime existe sur le fait que, face à la répression militaire et à l'expansion des colonies en Cisjordanie et à Gaza, la résistance armée contre l'occupation est un devoir moral et politique. Cependant, une partie de l'opinion publique commence à s'interroger sur l'efficacité et le coût des attentats-suicides. Conscients que la lutte de guérilla n'a de sens que si elle reste cantonnée aux territoires de Cisjordanie et de Gaza en prenant pour cible l'armée, quelques 50 personnalités palestiniennes ont publié un communiqué appelant à un arrêt des attentats contre les civils israéliens¹⁷.

La libération sous contrôle de Yasser Arafat, le 2 mai 2002, après sept mois de confinement dans son quartier général à Ramallah, assiégé par les chars israéliens, n'a pas permis, loin s'en faut, de régler les défis existentiels auxquels est confrontée l'entité palestinienne depuis l'effondrement du processus de paix. La chape répressive de l'occupation israélienne a, en deux ans, poussé le processus de fragmentation

16. Voir S. Brom, Y. S. Shapir, « Erecting A Separation Fence », *Tel-Aviv Notes*, 27 juin 2002.

17. Voir *Al-Quds*, 19-22 juin 2002.

des espaces territorial et politique à son extrême. Le bouclage des territoires et le régime de couvre-feu ont coupé les voies de communication reliant les grandes agglomérations de Cisjordanie et de Gaza, isolant les Palestiniens les uns des autres. Cette « cantonisation », aggravée par la lente asphyxie économique et financière, a deux conséquences majeures : un processus de délitement continu de l'Autorité palestinienne – qui n'a plus d'autorité que le nom –, de ses institutions politiques, de ses structures administratives, et surtout de ses appareils de contrôle et de sécurité ; l'émergence et la multiplication de centres de pouvoir autonomes, potentiellement rivaux, aussi différents que le Hamas dans ses deux ailes politique et militaire, le Jihad islamique, la « jeune garde » du puissant mouvement Fath¹⁸ (principale composante de l'OLP) et sa branche militaire présumée, « les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa », sans oublier la dizaine de services de police et de sécurité concurrents et aux compétences mal définies. La disparition des zones autonomes palestiniennes n'a pas été sans éroder, sinon la légitimité du président palestinien, tout au moins les bases de son pouvoir.

Contesté et affaibli sur le plan interne, impuissant face à l'implacable machine de guerre israélienne, et privé de ce soutien international sur lequel il misait tant, Arafat n'a d'autre choix que de se soumettre aux pressions conjuguées d'Israël et des Etats-Unis, avec le risque de s'aliéner une partie croissante de la population palestinienne, hostile à toute forme de reddition ou, pire, de « collaboration avec l'ennemi ». Ainsi, au mois de mai, cédant aux exigences israélo-américaines, il a lancé une série de réformes censées introduire davantage de démocratie et de transparence dans les institutions et le fonctionnement de l'Autorité palestinienne. Les trois chantiers de cette réforme sont la formation d'un nouveau gouvernement resserré, une refonte des systèmes de sécurité jusque-là pléthoriques et unifiés sous un commandement unique, et la tenue d'élections générales début 2003¹⁹. La mise

18. Ce terme est utilisé pour désigner la génération de l'intifada, par opposition à la « vieille garde » du Fath qui rassemble autour d'Arafat ses compagnons de route, M. Abbas (A. Mazen) et A. Qoreï (A. Ala'a). L'une des principales figures de proue de cette « jeune garde » nationaliste est le très populaire M. Barghouti, secrétaire général du Fath pour la Cisjordanie, arrêté au mois d'avril et détenu au secret par les autorités israéliennes. Avec M. Dahlan, ancien chef de la Sécurité préventive à Gaza, les trois hommes ont été évoqués comme des successeurs potentiels du raïs.

19. Conformément aux accords d'Oslo, les institutions palestiniennes actuelles auraient dû cesser d'exister en mai 1999, à la fin de la période intérimaire.

en œuvre de cette réforme s'est avérée particulièrement laborieuse et a provoqué une vague de contestation et une grogne à peine voilée contre le président Arafat.

Les critiques tiennent au fait que cette réforme a été imposée de l'extérieur, par la force des armes. Trois décennies d'occupation ont laissé le souvenir amer des tentatives répétées de la part du gouvernement israélien pour mettre en place des directions locales qui lui étaient acquises. Neuf ans après les espoirs floués d'Oslo, cette « démocratisation » est perçue comme une manœuvre israélo-américaine visant à transformer l'Autorité palestinienne en un agent à la solde de Tsahal, sous le prétexte fallacieux de réhabiliter sa crédibilité en tant que partenaire de paix. Pour l'opinion publique palestinienne, aucune réforme politique n'est viable sous un régime d'occupation.

Avec l'échec d'Oslo, l'enjeu de la succession en Palestine a pris une acuité nouvelle. L'enlisement de la guerre israélo-palestinienne pose la question de la survie politique – et peut-être physique – du raïs, comme au plus fort de la guerre du Liban en 1982. Mais, en dépit des critiques émanant des rangs palestiniens quant à sa gestion des institutions d'Oslo, « Abou Ammar » continue à bénéficier d'une forte légitimité sur le terrain. Sa figure emblématique, couplée à l'absence d'alternative, y contribue en grande partie. Au cours des 33 années où il a présidé aux destinées du peuple palestinien, cumulant les fonctions de président exécutif de l'OLP, de chef du Fath, et de président élu de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat n'a pas cherché à favoriser l'émergence d'un dauphin pouvant au moins assurer une transition délicate en cas de vacance brutale du pouvoir. Les nouveaux responsables nommés dans le cadre des récentes réformes sont d'ailleurs tous des vétérans du Fath bien connus pour leur loyauté envers le raïs, qui compte conserver le plein contrôle sur l'Autorité palestinienne. Il est même certain qu'il sera candidat à sa propre succession avec de fortes chances de l'emporter.

L'Administration Bush et le conflit israélo-palestinien

Dès sa prise de fonctions, l'Administration Bush a affiché très clairement sa volonté de se désengager du conflit israélo-palestinien. Tirant les leçons de l'héritage globalement négatif du président Clinton, il n'était plus question de s'impliquer dans cet épineux dossier qui a, de

tout temps, beaucoup plus coûteux que rapportés aux différentes Administrations. Le « retour » de la diplomatie américaine après le 11 septembre, salué par la communauté internationale, ne marque cependant pas de changement de cap majeur. En dépit des différences d'approche au sein de l'Administration Bush entre la Maison-Blanche et le Pentagone d'une part, et le département d'Etat de l'autre, le consensus qui s'est progressivement imposé est que la solution de deux Etats – un palestinien et un israélien –, selon les paramètres d'Oslo, appartient au passé. La politique américaine vis-à-vis de ce conflit obéit essentiellement à deux impératifs : la bataille globale contre le terrorisme et la garantie de la sécurité de l'allié israélien, quitte à s'aligner sur la ligne dure du Likoud et à cautionner la stratégie du fait accompli sur le terrain pratiquée par Sharon – comme par exemple l'édification du « mur de protection » ou de zones tampons à l'intérieur même de la Cisjordanie autour des agglomérations urbaines, avec le risque de fixer unilatéralement de nouvelles frontières entre les deux parties.

La priorité de l'Administration Bush n'est pas de régler le conflit israélo-palestinien mais de maintenir son intensité à un niveau aussi faible que possible, afin d'avoir les coudées franches en Irak, pays qui constituerait, après l'Afghanistan, son deuxième théâtre d'opérations contre le terrorisme. Poussé par la droite néo-conservatrice au sein du Congrès, le président Bush a fini par se rallier, dans son discours du 24 juin, à l'option du gouvernement israélien : condamner l'Autorité palestinienne et évincer le président Arafat, un mois à peine après l'avoir fortement engagé à entreprendre des réformes internes. En décrétant ouverte la bataille de succession, Washington fait un pari risqué sur l'après-Arafat. En l'absence d'une direction politique alternative, on peut craindre que la nouvelle génération de responsables palestiniens, censée, selon le président Bush, conduire ce peuple sur la voie de la paix et de l'indépendance, ne voie jamais le jour et que les luttes pour le pouvoir ne s'aiguisent dangereusement. L'arrêt de la guerre et la reprise d'un dialogue politique se retrouvent ainsi ajournés *de facto* jusqu'à l'instauration d'une hypothétique démocratie palestinienne.

L'impossible internationalisation

Face à cette impasse, la communauté internationale tente en vain de promouvoir une issue politique à la crise. Que ce soit l'« Initiative de

paix arabe²⁰ », les « idées » de l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, ou bien encore les « plans » de son homologue allemand, Joscha Fischer, toutes ces propositions visent à inverser la logique de guerre actuelle en ramenant le conflit à sa dimension originelle, qui est nationale et territoriale, et dont la résolution relève du droit international. La mise sur pied du « Quartet » rassemblant les Etats-Unis, l'ONU, l'Union européenne et la Russie a un double objectif : maintenir une coordination indispensable face aux risques d'extension du conflit ; impliquer davantage les Américains dont l'absence en tant que médiateur exacerbe cette lutte sans merci.

Mais, aussi longtemps que la guerre contre le terrorisme se poursuivra, l'axe Tel-Aviv/Washington demeurera vital pour la stratégie et les intérêts nationaux américains, éloignant d'autant les perspectives d'une internationalisation du conflit, rejetées par les Israéliens.

2003, l'année de tous les dangers

Si les années 2000-2002 ont été les plus noires en termes d'insécurité et de violence pour les Palestiniens et les Israéliens, rien ne permet d'entrevoir une lueur d'espoir pour 2003. L'enlisement du conflit amplifie les risques d'extension sur le plan interne et régional. A terme, trois scénarios sont à craindre²¹ : la « balkanisation », avec l'installation dans un conflit ethno-communautaire de part et d'autre de la « ligne verte », un conflit armé entre les colons et la population palestinienne, et un conflit larvé entre les citoyens juifs et les citoyens arabes de l'Etat d'Israël (qui constituent 20% de la population) ; la « libanisation », avec les risques d'un conflit civil au sein de l'entité palestinienne attisé par les luttes de pouvoir sur fond de vide politique ; enfin, les effets de contagion au niveau régional, que ce soit à la frontière israélo-libanaise, qui demeure un foyer de conflit potentiel, ou au niveau des opinions publiques arabes, dont les sentiments d'identification avec la question palestinienne restent un élément fédérateur et un puissant facteur de mobilisation politique.

20. Adopté à l'issue du sommet de la Ligue arabe à Beyrouth les 27 et 28 mars, ce plan a ceci de différent des initiatives précédentes qu'il s'adresse directement à la population israélienne pour lui proposer une paix totale et inconditionnelle en échange du retrait des territoires occupés depuis 1967.

21. Sur les scénarios, voir M. Chartouni-Dubarry, « The Middle-East Debacle: a Prospective Analysis », *The International Spectator*, vol. 37, n° 1, janvier-mars 2002, p. 23-34.